



Pour la justice sociale, une mobilisation d'ampleur le 5 novembre... et après !

Le SNJ-CGT appelle à participer en masse, notamment par la grève et la manifestation, à la journée de mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle du jeudi 5 novembre, à l'appel d'une large intersyndicale, « pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie » ([lire ici](#)).

Plusieurs semaines de mobilisations, dont celles des lycéennes et étudiant-es, ont mis dans la rue à deux reprises, les 17 et 24 octobre, plus de 800 000 personnes. Malgré cela, le gouvernement continue de faire la sourde oreille et ses « propositions » aux organisations de jeunesse paraissent bien faibles à côté de l'ampleur du désastre.

Il est primordial que la journée de mobilisation du 5 novembre soit massive et, surtout, qu'elle ait des suites.

Il s'agit d'exiger l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, des moyens pour les services publics ou encore d'abandonner les coupes budgétaires dans le cadre du projet de budget 2027 ([lire ici](#)).

Pour assurer cette réussite, nous appelons, dans les entreprises de presse et les médias, à organiser des assemblées générales, des échanges avec les salarié-es et des tractages, à tenir des cahiers revendicatifs... Notamment pour discuter des modalités de mobilisation les plus adaptées localement et de la poursuite du mouvement.

La CGT propose différents outils : visuels, pancartes ([à télécharger ici](#)), tract ([à télécharger ici](#), tout en bas de page).

Les journalistes ne manquent pas de raisons de se mobiliser :

- la multiplication des plans de licenciements, qui dépassent de loin le millier de postes supprimés depuis le début de l'année. Le dernier en date est celui qu'est en train d'imposer la direction d'Ebra (journaux régionaux du Crédit Mutuel : *L'Alsace*, *Le Républicain Lorrain*, *L'Est Républicain*, *Les DNA*, *Le Progrès*, *Le Bien Public*, *Le Dauphiné libéré*...), qui pourrait atteindre 400 suppressions de postes ;
- le déferlement de l'IA générative, prétexte à des suppressions de postes - c'est notamment le cas à Ebra, Infopro Digital, *Le Point*, etc. - et à vider de son sens le métier de journaliste ;

- les violences, de la part des forces de l'ordre mais pas seulement, exercées contre les journalistes ([lire ici](#)) ;
- les pressions des actionnaires et/ou des directions des rédactions sur la ligne éditoriale de nos médias...

Comme il l'a toujours fait, le SNJ-CGT appelle les journalistes et les rédactions à traiter le mouvement social en privilégiant la réflexion (contextualisation, analyse, reportage...) au choix facile du sensationnalisme et de la peur, via la diffusion en boucle d'images de violences.

Une semaine après l'attentat raciste de Trappes et La Verrière, le SNJ-CGT dénonce par ailleurs le climat de haine entretenu par certains politiques et relayé par certains médias ([lire ici](#)).

Le 5 novembre et après, en grève, en manifestations et en assemblées générales, pour obtenir la justice sociale !

Montreuil, le 30 octobre 2026.